

# Les populismes dans le monde arabe : « Je choisirai mon peuple »

**Gurvan Le Bras**

*chargé de mission au CAPS*

*mars 2018*

« Je choisirai les personnes de mon peuple, je vous choisirai, un à un  
Une fois tous les cinq ans  
Et vous me confirmerez une fois tous les vingt ans s'il le faut,  
ou bien une fois...  
Pour l'éternité !»

Mahmoud Darwish, *Le discours du dictateur*

La notion de populisme se prête mal à une définition à même de conserver sa pertinence par-delà les frontières des différents grands espaces politiques mondiaux. Telle que conçue dans le contexte de sa prospérité actuelle (Europe, États-Unis, etc.), elle n'offre pas réellement une grille d'explication féconde pour le monde arabe. Néanmoins, dans cette partie du monde comme ailleurs, l'utilisation du ressort populiste relève des usages qui sont classiquement attribués au concept de populisme : l'idéalisation du peuple, l'instrumentalisation de la notion de peuple par les protagonistes de la lutte pour le pouvoir, soit pour conquérir celui-ci, soit au contraire pour défendre leur position. L'idée d'une unité mythique du peuple, de l'indivisibilité de sa volonté interprétée par le leader populiste est une clé essentielle de la fabrique du politique dans ces pays nés de la décolonisation et insérés dans des tracés frontaliers plus

ou moins arbitraires. L'histoire des constructions nationales s'appuie sur un triptyque populisme/nationalisme/étatisme qui fournit aux pouvoirs issus des luttes d'indépendance la dynamique nécessaire pour emmener leur nation à travers l'aventure inédite de l'émancipation nationale. La centralité d'un État providence et puissamment redistributeur est une caractéristique récurrente et essentielle. L'étatisme fournit une feuille de route, le nationalisme définit les contours de la collectivité et le populisme ordonne le rapport entre le leader et cette dernière.

### **L'âge des indépendances, ou comment la démocratie fut vaincue au nom du peuple - avant d'avoir combattu**

Le lien implicite de causalité entre démocratie et populisme – le second étant, d'une certaine façon, une maladie de la première – est-il susceptible de s'appliquer dans un monde arabe privé depuis si longtemps de démocratie ? Ne faut-il pas, pour pouvoir parler de populisme, que le peuple ait voix au chapitre ? Pour que les mécanismes de la démocratie soient dévoyés par les populistes, ne faut-il pas, à tout le moins, qu'ils existent et jouissent d'une certaine crédibilité ? L'histoire contemporaine du monde arabe démontre que ce n'est pas nécessairement le cas.

Certes, c'est plutôt dans l'absence de démocratisation que, jusqu'à 2011, résidait classiquement « l'exception arabe ». À partir de la fin de la guerre froide, celle-ci tranche avec le diagnostic d'une extension du périmètre de la démocratie, entendue comme mode d'exercice du pouvoir et comme revendication politique. Ghassan Salamé<sup>1</sup> puis Samir Kassir<sup>2</sup> se sont posé cette question et y ont apporté une réponse similaire : si le monde arabe manque le train de la démocratisation à l'heure de l'émancipation nationale, c'est pour des raisons qui remontent à l'ère coloniale. Le monde arabe (en fait plutôt l'Orient arabe) est alors sous la coupe de régimes parlementaires faibles dans le cadre d'une domination coloniale qui se drape sous les atours du mandat ou d'une fausse indépendance (Égypte). Le libéralisme politique – avec sa protection des libertés publiques et son principe de représentation parlementaire – sert de cache-nez à la perpétuation du pouvoir de l'élite « comprador »<sup>3</sup> et des colons.

Les révolutionnaires arabes du milieu du XX<sup>ème</sup> siècle fondent ainsi leur revendication d'indépendance contre ce principe libéral associé aux valeurs du colonisateur. Ce mouvement s'appuie sur les masses

## Les populismes dans le monde arabe : « Je choisirai mon peuple »

populaires pour discréditer et balayer les féodalités locales liées à l'ancien colonisateur et les bourgeoisies « compradoriales », permettant la mise en place des républiques fondées sur des partis-États autoritaires (Nasser en Egypte 1952 ; les colonels en Syrie en 1948 ou encore Kassem en Irak en 1968). C'est « l'ère des révolutions de masse, menées par l'armée et les partis-États totalitaires, après les révolutions bourgeoises menées par les notables »<sup>4</sup>.

Ce sont donc des conditions historiques précises qui expliquent, selon ces auteurs, pourquoi les pays arabes se sont distingués durant ces dernières décennies par une prédominance des régimes autoritaires, leurs sociétés semblant se caractériser par un moindre degré « d'attente démocratique ». Au fond, la démocratie libérale à l'occidentale aura été constamment combattue par les pouvoirs autocratiques sur le fondement de son caractère exogène, de sa connotation coloniale et d'un prétendu biais « élitiste ». Dans le monde arabe comme ailleurs, le populisme a servi de substitut à l'instauration d'une véritable démocratie au nom d'une authenticité nationale et des spécificités de l'expérience post-coloniale.

## La construction des États nationaux : le droit des populistes à disposer des peuples

C'est ainsi que, depuis son indépendance, le monde arabe fait l'expérience d'un populisme singulier jouant un rôle essentiel dans la légitimation des régimes autoritaires. Le peuple libéré, enfin identifié historiquement et géographiquement, est la source évidente, nécessaire et exclusive de légitimité des nouveaux pouvoirs. Le populisme est inséparable de la mobilisation nationaliste au cœur de la doctrine politique des grands libérateurs du monde arabe (Nasser, Bourguiba, Ben Bella, Kaddhafi). Les pères des indépendances sont toujours des « fils du peuple » dont le parcours personnel est érigé en mythe fondateur d'un lien sacré avec celui-ci. Autour d'eux s'agrège une élite qui rapidement prétend incarner le peuple et sa volonté. Dans l'Égypte post-nassérienne, chaque président propulse sa propre élite au sommet de la hiérarchie économique et sociale, impulsant un niveau d'alternance des élites peu égalé dans le monde<sup>5</sup>.

Même lorsque les libérateurs seront évincés, les juntes d'« officiers libres » (Irak, Syrie, Algérie post Ben Bella et post Chadli) qui leur succèdent sacrifient au rituel du « plébiscite unanime »<sup>6</sup> : contraints de fonder leur domination sur une légitimité exogène, les « nouveaux mamelouks »

s'adonnent au rituel du « cycle théâtralisé de référendums « populaires » pour redonner du lustre à leur autorité » comme les Mamelouks du siècle de Baybars prêtaient au Calife une allégeance purement formelle. Même pour des autocrates aussi endurcis que Boumédiène ou Ali Abdallah Saleh, la mascarade référendaire est une figure imposée qui distingue les régimes militaires d'Algérie, d'Égypte ou du Yémen des régimes totalitaires de Saddam Hussein ou de Mouammar Kadhafi.

Cette grille de lecture mêlant le peuple, la nation et le pouvoir au cœur d'un même culte de la personnalité fonde un nationalisme intégral<sup>7</sup> qui marque durablement la culture politique et la construction des États. Le peuple est le destinataire et l'interlocuteur de la geste autoritaire. Celle-ci institue un État dirigiste, développementaliste et centralisateur qui capte le principe du pouvoir et les ressources nationales. Cet État réalise le mythe de l'identité entre le peuple et la nation, permettant d'évacuer les particularismes, d'étouffer les traumatismes historiques et d'instrumentaliser la lutte des classes. Nasser appelle ainsi la « classe des travailleurs » à se mobiliser contre « la classe du demi pour cent », l'aristocratie foncière, ainsi exclue de la communauté nationale égyptienne. Et Ben Bella dénonce derrière la révolte kabyle de 1963 « les nostalgiques du féodalisme, du wilayisme et de la congolisation de la patrie ».

À cet égard, l'usage de la grille de lecture populiste se présente différemment selon qu'il s'applique à une république ou une monarchie. Dans le premier cas, le peuple constitue par essence un principe essentiel (quoique nébuleux, si ce n'est, justement, par la geste populiste qui l'enferme dans une définition rigide et souvent exclusive) de la légitimation du pouvoir; et donc un enjeu politique essentiel du débat politique. Dans le cas des monarchies, le peuple n'entre pas dans la fabrique de la légitimité (dynastique, religieuse et historique), ce qui n'empêche naturellement pas que le populisme y joue un rôle – permettant au monarque de se « ressourcer » auprès du peuple ou d'écarter des rivaux – lorsque le leader populiste en vient, comme Mohamed Benkirane l'a appris à ses dépens au Maroc, à représenter une menace pour le souverain.

Suivant les situations, cette logique de répression des particularismes est rapidement détournée par le pouvoir pour servir ses intérêts : au nom du primat de la citoyenneté laïque en Syrie, la majorité sunnite est tenue à l'écart car réputée archaïque et traditionaliste ; la minorité sunnite irakienne réussit, au contraire, à utiliser le principe national

## Les populismes dans le monde arabe : « Je choisirai mon peuple »

pour perpétuer sa domination ancestrale sur la majorité chiite ; la minorité kabyle en Algérie est discréditée par le pouvoir FLN comme l'un des (innombrables) avatars du « parti de la France ». De sorte que l'entreprise unificatrice se traduit par une double trahison : non seulement la promesse d'égalité citoyenne par-delà les catégories sociales, ethniques et confessionnelles n'a jamais été réalisée, mais en outre, l'exercice du pouvoir au nom d'une minorité a aggravé des failles communautaires en niant les équilibres transactionnels permanents qui, à l'époque ottomane, permettait, bon an mal an, de les gérer. Loin de proposer un contrat social nouveau au citoyen, les pouvoirs s'avèrent incapables de sortir des grilles de lecture qu'ils dénoncent. C'est ainsi que Bachar Al-Assad, persuadé qu'une gestion ethnique et confessionnelle du soulèvement naissant dans son pays suffirait à le contenir, a accepté d'octroyer la nationalité syrienne aux 300 000 Kurdes du nord-est du pays, en avril 2011, soit plus de dix ans après son arrivée au pouvoir et plus de quarante ans après l'instauration du régime baathiste.

### L'appel au peuple pour conserver ou ratifier le pouvoir

Leitmotiv populiste universel, l'appel au peuple comme arme dans le conflit pour le pouvoir ou au sein du pouvoir est un schéma courant dans le monde arabe comme ailleurs. Il permet d'abord, assez classiquement, la ratification du rapport de force pour le vainqueur de la compétition interne des clans (consécration par référendum de la victoire de Hafez sur Salah Jedid en Syrie) ou l'installation d'un successeur dans des conditions sûres (référendum Moubarak en 1981). Dans une pratique plus quotidienne du pouvoir, il offre le moyen au souverain, tel Hassan II, de « descendre au niveau des masses », comme le dit Omar Saghi, en s'appuyant sur les outils propres aux présidents autocrates<sup>8</sup> (ils sont de deux types : le « Makhzen », réduit pour l'essentiel à l'appareil répressif de l'État et au réseau du ministère de l'Intérieur, et l'outil référendaire).

Enfin, au sein des cercles du pouvoir, le narratif de la lutte contre la corruption des élites permet de prendre le peuple à témoin d'un combat permanent contre ses ennemis, d'effectuer des purges destinées à éliminer toute concurrence et de détourner la colère légitime sur des boucs émissaires – souvent effectivement corrompus – au sein de l'élite. Ce schéma classique et assez universel a fait ses preuves dans l'Égypte de Moubarak, dans l'Algérie de Bouteflika, et demeure valable encore aujourd'hui dans l'Arabie Saoudite de Mohamed Ben Salman, mais aussi

dans la Tunisie démocratique, où l'actuel premier Ministre, Youssef Chahed, s'est habilement emparé du thème de la lutte contre la corruption pour lancer une campagne – prudemment circonscrite à quelques boucs émissaires éloignés du pouvoir – qui lui permet de se forger une stature d'homme d'État.

### **La sacralisation de l'héritage, fléau de la réforme politique et économique**

Le mythe fondateur de la construction de l'État national demeure l'une des sources de légitimité des pouvoirs en place, qui s'inscrivent dans la continuité des Moudjahidines en Algérie, se réclament de l'héritage bourguibien en Tunisie (cas du président Caïd Essebsi mais aussi des islamistes d'Ennahda depuis 2014) ou entendent incarner la Nation (monarchie marocaine). Lorsque l'échec du projet développementaliste menace le contrat social rentier établi par le pouvoir, de premières tentatives de réformes libérales sont entreprises dans les années 1980 et 1990 qui, partout, laminent la redistribution, jettent les populations les plus précaires dans la rue et font vaciller les régimes. Ces derniers se retrouvent face à un insoluble dilemme : « Ils espèrent qu'un enrichissement assez largement réparti rendra les slogans inutiles, alors que la libéralisation sans contrôle à laquelle ils procèdent ne fera qu'accroître les tensions et bouleverser les hiérarchies sociales. Les sociétés deviennent ingouvernables en suivant les méthodes autoritaires du passé, les effets de l'ouverture économique se font attendre et l'ouverture politique risque – en étant mal gérée – de se traduire par l'arrivée au pouvoir de nouveaux acteurs non moins autoritaires que les anciens partisans du socialisme arabe ». La dialectique entre réforme et préservation de la stabilité devient alors un levier essentiel de la fabrique du politique. L'argumentaire conservateur des élites et du pouvoir brandit le péril de la déstabilisation de l'État pour justifier par l'absurde un statu quo qui constitue, en réalité, le problème numéro un de la sous-région.

Volontariste et autoritaire, la première génération de leaders laisse derrière elle une œuvre de transformation nationale parfois remarquable (Bourguiba), mais inachevée et intimidante. Au fil du temps, les ingérables carcans établis par les pères fondateurs et défendus par des administrations pléthoriques, conservatrices et déifiantes à l'égard des nouvelles élites ont défié toutes les tentatives de libéralisation et de réformes entreprises par des héritiers plus ou moins bien intentionnés mais dépourvus de

## Les populismes dans le monde arabe : « Je choisirai mon peuple »

la légitimité nécessaire pour y parvenir. L'investisseur, l'entrepreneur ou le partenaire étranger n'ont d'autre choix que de solliciter l'intervention du pouvoir politique pour « mettre de l'huile dans les rouages » d'un système légal impraticable car irréfutable en raison de son importance symbolique. C'est ainsi que le processus historique de convergence des rentes politiques et économiques entre les mains d'un clan (en Tunisie), d'un « Makhzen » (au Maroc) et d'un cercle de décideurs civilo-militaires à géométrie variable (en Algérie) a jusqu'ici fait échec aux tentatives souvent exogènes de réformes initiées par les prescripteurs internationaux (Banque Mondiale, FMI, UE dans une moindre mesure). Au Maghreb comme en Egypte, l'« ouverture » économique prônée par les institutions financières internationales se solde au mieux par une redistribution des cartes au sein de la même élite<sup>10</sup> : l'opacité règne. L'économie de marché progresse, une classe d'affaires apparaît et réclame sa part du pouvoir (Algérie et Maroc) mais le cercle des élites productives se referme rapidement, contribuant ainsi à reléguer une partie des acteurs de l'économie dans l'informel ou la contrebande<sup>11</sup>.

### La surenchère populiste, tombeau du nationalisme, piège de l'islamisme

La formule populiste du pouvoir se heurte pourtant bientôt à une contradiction. Le groupe au pouvoir tend en effet à pérenniser sa position en négligeant la mobilisation populiste. Au nom de l'unité mythique de la nation incarnée par ses dirigeants, le pouvoir contrôle les media, envahit l'espace social tout entier et impose un monopole de la parole. La tutelle, avec le reflux de la mobilisation populiste, apparaît bientôt insupportable. La contradiction s'aggrave avec la croissance des inégalités et de la corruption, en l'absence d'une redistribution suffisante des ressources économiques. Les ressorts habituels de la rhétorique nationaliste populiste deviennent inopérants. Comme le souligne Rémy Leveau, « ils n'osent plus utiliser le discours mobilisateur anticolonial ou anti-israélien que leur conduite rend peu crédible, à partir du moment où ils recherchent la paix avec Israël et des crédits occidentaux ».

Trahi, le pacte populiste peut être aisément récupéré par des concurrents, qui chercheront à prospérer par une surenchère de fidélité au peuple. La gauche a essayé de s'engouffrer dans cette brèche durant les années 1970 (Egypte, Tunisie, Iran, Maroc, ...). Mais c'est surtout vrai de l'islamisme, qui ne fonde pas tant sa légitimité à contester le pouvoir sur une pureté

religieuse que sur sa fidélité à l'identité réelle du peuple : une société musulmane ne sera bien gouvernée que par un souverain respectueux des préceptes religieux, qui ressemble au peuple parce qu'il en émane. Le populisme des islamistes est inséparable de leur stratégie de conquête du pouvoir par le bas. Pour les Frères musulmans, dès l'origine, la stratégie de conquête du pouvoir passe soit par l'islamisation de la société, soit par la participation au jeu politique. Dans les deux cas, il s'agit de conquérir l'espace politique en misant sur le principe majoritaire et via une stratégie de séduction des masses.

Les islamistes seront eux-mêmes victimes de l'illusion populiste lorsque leur heure viendra au lendemain des printemps arabes. Du Maroc à l'Égypte et au Yémen, en passant par la Tunisie, les partis fréristes estiment que leur prééminence électorale – incontestable – dans des élections enfin libres leur octroie sur les ressources de l'État un droit de tirage aussi illimité que celui des autocrates qui les avaient réprimés. Ignorant la nécessité de prendre en compte les résistances s'exprimant dans les élites (corporatismes administratifs et judiciaires, « État profond », milieux d'affaires) et de rassurer sur leur projet de société (quelles garanties à l'égard de la minorité copte, des libertés publiques, et surtout quelle attitude à l'égard de l'aile qotbiste, radicale et tentée par l'extrémisme à l'intérieur et à l'extérieur des frontières du pays ?), les Frères musulmans égyptiens ont commis l'erreur d'engager une partie d'échecs avec l'armée. Ils ont défié les militaires dans un duel à mort, à somme nulle, excluant les autres forces politiques et consistant à occuper systématiquement l'espace abandonné par l'adversaire – défi que les militaires se sont empressés d'accepter, et de finalement remporter en juin 2013, en déclenchant... un « coup d'État populaire ».

### **Les soulèvements de 2010-2011 : le populisme pris au mot**

En demandant moins de régimes répressifs et plus d'État – c'est toujours vers l'État que se sont tournées les revendications des manifestants – les révolutionnaires de 2011 dénonçaient la banqueroute des institutions nationales et réclamaient des droits élémentaires et un vrai contrat social. Les pouvoirs ont alors été rattrapés par la croyance en un peuple comme collectivité homogène et incarnée dont ils se sont tant servis. La phraséologie du culte des martyrs de la révolution (Iran, mais aussi et surtout Égypte, Syrie, Bahreïn, Yémen et Tunisie après les révolutions de 2011), dont le régime égyptien avait usé *ad nauseam*, s'est retournée

## Les populismes dans le monde arabe : « Je choisirai mon peuple »

contre lui en 2011, jusque dans les slogans (le peuple veut la chute du régime ; le peuple et l'armée main dans la main).

Mais rapidement, le moment utopique a laissé la place aux réponses militaires musclées (très vite en Syrie ; à l'issue de l'échec d'un premier cycle de transition en Libye), à la marginalisation des cadres des anciens régimes (Irak, Libye) et à l'impréparation des nouveaux dirigeants (Égypte), le tout couplé à une menace terroriste grandissante (Syrie, Irak, Égypte, Tunisie). L'espoir des jeunes dans le changement s'est transformé en une profonde angoisse des lendemains. Seule la Tunisie fait exception dans ce marasme, notamment parce qu'elle a résisté à la polarisation extrême, mais l'impasse économique et sociale y met aujourd'hui en péril les acquis de la révolution.

### L'après-printemps arabe : l'épuisement de la formule populiste nationale, jusqu'à la corde

L'après-printemps arabe voit la résurgence d'un populisme "*reloaded*" mais qui fonctionne en réalité exactement sur les mêmes bases. La rhétorique du pouvoir du maréchal Al Sissi en Égypte s'empare du caractère radicalement nationaliste du populisme égyptien et l'adapte au goût du jour : la révolution était un complot étranger (Occident-Qatar-Israël-Iran-Frères musulmans transnationaux selon les moments) voué à diviser le peuple ; l'armée a su déjouer le complot et rendre au peuple sa dignité collective. Elle doit pour parfaire l'opération punir les élites qui ont trahi pendant la révolution (d'où la destruction du champ politique). Par ailleurs, les complots continuent de se tramer, ce qui nécessite un soutien redoublé à l'homme fort. On est là encore au croisement entre trois principes qui dès le départ agissent de conserve : le populisme/le nationalisme/l'étatisme (le culte de l'État).

Le culte de la personnalité d'Al Sissi est entretenu car le soutien populaire au Raïs ne peut être que passionnel et absolu puisqu'il incarne le peuple ; l'État, et l'armée se confondent en une seule responsabilité, quasi providentielle, d'assurer la destinée collective des Égyptiens – d'où une fuite en avant dans une démesure pharaonique (second canal de Suez ; nouvelle capitale). Un nationalisme outré tient lieu de dérivatif à l'angoisse collective d'un avenir bouché. Supposée capable de galvaniser l'homme du peuple, la fièvre nationaliste guide surtout les calculs de dirigeants qui ne voient d'autre planche de salut pour leur pays que la croyance de leurs parrains étrangers qu'ils sont « *too big to fail* ». Face à l'obturation du champ politique, le

nationalisme envahit, en retour; le registre de la contestation du pouvoir, quitte à ce que cette dernière s'incarne dans les délirantes surenchères chauvinistes des manifestations concernant les îles de Tiran et Sanafir.

Plus généralement, le pari sur les hommes forts et sur leurs appareils comporte le risque, bien identifié car vérifié dans la région au cours des décennies (voire des siècles) passées, d'attiser la belligérance plutôt que de l'encadrer. Car les régimes qui tirent l'essentiel de leur légitimité d'une posture de politique étrangère (rentes stratégiques « positives » – Egypte de Sadate et Moubarak – ou de nuisance – Syrie de Hafez Al-Assad) s'affaiblissent très rapidement sur la scène intérieure et perdent, ce faisant, leur capacité à transiger avec leur environnement. L'antienne anti-française demeure une ressource fondamentale au sein du pouvoir militaire algérien, encore détenu par les Moudjahidines de la libération. En Arabie Saoudite, l'aventurisme régional de Mohamed Ben Salman entretient avec sa stratégie de réforme intérieure un lien étroit : il lui faut s'affirmer comme un homme à poigne et comme un chef de guerre face à un ennemi permanent – l'Iran.

Comme dans le poème de Darwish, le populisme dans sa version orientale consiste moins en une adhésion par un leader démagogue à l'affect populaire, afin d'instrumentaliser son cours à son profit, qu'à une mise à distance des « classes dangereuses » – qui hébergent en leur matrice les ferments de l'intégrisme, de la réaction et de la violence – et de la « rue arabe » – forcément incontrôlable, convulsive et atrabilaire. La masse est le principe par lequel le pouvoir légal exerce sa tyrannie sur l'individu infantilisé, privé de subjectivité et de droits politiques au prétexte que « *les sociétés ne sont pas prêtes à la démocratie* ». Telle est, en creux, la thèse de l'« anomalie arabe » appliquée à la Tunisie<sup>13</sup>. Si cette dernière a, jusqu'ici, tenu le cap de la transition démocratique, ce serait en raison de particularités de son histoire récente (massification de l'enseignement primaire, qualité de l'enseignement supérieur, sécularisation de la société). La Tunisie ne serait, en somme, plus vraiment arabe et plus vraiment musulmane : européenne, plutôt, et donc démocratique. Il n'y aurait alors plus de raison de se soucier de son destin, qui fatalement la conduira vers les rivages démocratiques européens ; plus de raison non plus d'espérer en une transition démocratique chez ses voisins.

Cette vision était largement répandue à la veille des soulèvements de 2011 et elle le demeure, par confort et par souci d'expédient politique. Le lien

## Les populismes dans le monde arabe : « Je choisirai mon peuple »

entre développement humain et démocratie, questionné dans la région depuis des décennies (cf rapport du PNUD de 2001 sur le développement humain dans la région ANMO), n'est pas évident. L'Inde est une désormais « vieille démocratie » en dépit même des lacunes de son développement humain ; la Chine persiste dans la dictature malgré son développement. Certains pays arabes ont connu une tradition parlementariste crédible dans les années 1930 (Egypte, Syrie) ; les soulèvements de 2011 ont avant tout porté des revendications de démocratie et de justice sociale.

La dynamique contre-révolutionnaire à l'œuvre dans la région, à l'instigation des puissances par défaut du moment, ne propose qu'une reconduction d'un statu quo autoritaire-populiste intenable dans le contexte chaotique que la région connaît (contraction continue des rentes, course aux armements, acuité des défis démographiques et sociaux en Egypte). Stérile de tout renouvellement politique, elle témoigne en réalité de la poursuite du processus de transformation entamé en 2011. Dans l'ensemble des pays, les États sont fragilisés, les sociétés se fragmentent, le contrat social est contesté. Le bain de violence qui en découle prend la forme, parmi d'autres, du terrorisme. L'idée que la restauration autoritaire soit vouée à l'échec à court terme – il serait ainsi hasardeux de croire que, malgré tous les efforts de la junte militaire égyptienne, le « mur de la peur » a été reconstruit en Egypte – ne signifie pas que la prochaine onde de choc sera similaire à celle de 2011. Le rejet d'une formule de pouvoir autoritaire-populiste s'exprime de manière souvent nouvelle, et différente au Moyen-Orient (fragmentation confessionnelle ou ethnique) ou en Afrique du Nord (agitations périphériques au Maghreb ; émergence d'un terrorisme d'un type nouveau en Egypte).

Mais d'une façon générale, l'échec des régimes autoritaires arabes et le basculement de la région dans la violence au lendemain des printemps arabes semblent avoir favorisé une logique de fragmentation des espaces politiques. Au Maghreb, les régions marginalisées entretiennent un rapport de plus en plus conflictuel avec l'État central, sans pour autant que les problématiques locales ne convergent en une lutte nationale. Au Moyen-Orient, l'essor du phénomène milicien témoigne, lui aussi, de la fragilisation du lien national, l'État ayant failli à remplir l'ensemble de ses promesses : sécurité, développement économique et social, citoyenneté et bien sûr démocratie. Depuis trop longtemps dans la région, l'emploi des ficelles traditionnelles du populisme (exaltation du sentiment national, menace extérieure, complotisme, occultation et dénonciation des particularismes

régionaux, etc) a entrepris de travestir un contrat social fictif, à sens unique entre l'État et les citoyens. Sommés d'abandonner tout espoir de renouveau de l'État par la transition et la participation, les citoyens ne contestent plus l'État, ils le fuient.

Dans ce contexte où s'amoncellent les menaces pour notre sécurité, nous ne pouvons plus accepter d'endosser le rôle de pourvoyeurs de légitimité extérieure pour des régimes incapables de fournir, de leur côté, la moindre garantie de stabilité et de développement à nos frontières. La sous-traitance de la gestion du chaos, soit à des pouvoirs tentés par l'éradication de toute contestation au nom de l'ordre, soit à des fondamentalistes de tout ordre qui refusent nos valeurs (refus de la violence, acceptation de l'alternance démocratique) n'est pas une option. Nous ne pouvons pas davantage considérer, à l'instar des Américains ces dernières années, que cet Orient est décidément trop compliqué et que ses acteurs doivent prendre seuls le relais sur le terrain, ce qui aurait des conséquences désastreuses sur le long terme. Après des gouvernements auxquels nous apportons la caution de notre coopération, il nous faut au contraire insister sur les réformes institutionnelles, sur le respect des engagements internationaux en termes de droits, notamment des droits de l'Homme, dans l'intérêt même de ces régimes qui ne survivront pas à un second printemps arabe.

### NOTES :

1 : Ghassan Salamé, « Sur la causalité d'un manqué », *Revue française de science politique*, 1991, 41-3, pp.307-341.

2 : Samir Kassir, *Considérations sur le malheur arabe*, Babel, Actes Sud, novembre 2004 : « Les idéaux des Lumières et de la Révolution française ont été ensuite des thèmes porteurs de la Nahda, la Renaissance du XIX<sup>e</sup> siècle, et les acquis de la modernité ont été volontiers adoptés par les sociétés arabes pendant les trois quarts du XX<sup>e</sup>. Pour que la démocratie le soit à son tour, il faudrait que les Arabes acceptent l'idée d'un retour à l'universel. Ce faisant, ils feraient aussi un grand pas vers la fin des occupations ».

3 : Le mot (portugais) *comprador* désignait à l'époque coloniale un autochtone, fondé de pouvoir d'une firme étrangère, qui servait

## Les populismes dans le monde arabe : « Je choisirai mon peuple »

d'intermédiaire marchand entre les Européens et les autochtones en Asie du Sud-Est, notamment à partir des comptoirs portugais. Les compradores étaient engagés pour vendre aux locaux les marchandises des Occidentaux. Selon le congrès de la quatrième internationale communiste (1922), l'impérialisme « transforme dans tous les pays arriérés la couche supérieure féodale (et en partie semi-féodale, semi-bourgeoise) de la société indigène en instrument de sa domination. [...] Ainsi les classes dirigeantes des pays coloniaux et semi-coloniaux n'ont-elles ni la capacité ni le désir de diriger la lutte contre l'impérialisme, à mesure que cette lutte se transforme en un mouvement révolutionnaire de masses ».

4 : Omar Saghî, *Comprendre la monarchie marocaine*, Editions La Croisée des Chemins, 2016

5 : Galal Amin, *Whatever happened to the Egyptians ?*, The American University in Cairo Press, 2000. Quoique, naturellement, toujours réservé à un segment étroit de la population, l'immense majorité de la population étant reléguée à une stagnation permanente, génération après génération, dans des interstices géographiques anonymes et indéterminés. Une trentaine de millions d'Égyptiens vit dans les 5 plus grandes villes, environ 60 millions vivent dans des espaces mixtes, ni urbains ni ruraux, imprécisément délimités et avec un accès précaire aux ressources de tous types.

6 : Jean-Pierre Filiu, *Généraux, gangsters et djihadistes, histoire de la contre-révolution arabe*, La Découverte, 2018.

7 : L'expression de Charles Maurras a été reprise par Sati Al Housri, figure du nationalisme arabe, principal guide spirituel du baathisme et inspirateur de Michel Aflak.

8 : Pas moins de dix référendums sont organisés au Maroc de 1962 à 1996 : sept référendums constitutionnels (1962, 1970, 1972, 1980, 1980, 1992, 1996), un référendum sur la prorogation du mandat des parlementaires (1989), un référendum sur la loi de finances (1985) et enfin, un référendum relatif à l'Union arabo-africaine (1984).

9 : Rémy Leveau, « Islamisme et populisme », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 1997, n° 56, pp. 214-223.

**10 :** Au pire, elle fragilise les mécanismes palliatifs de redistribution que représentent les systèmes de subventions publiques. Certes, ceux-ci paralysent l'action publique en accaparant le budget de l'État. Mais ils jouent également le rôle de filet de sécurité pour des sociétés blessées par l'exclusion sociale, le chômage de masse, une paupérisation croissante et un sentiment d'injustice attisé par l'élévation du niveau d'éducation et l'ouverture sur le monde extérieur, essentiellement européen.

**11 :** Cf le rapport de Mickael Béchir Ayari pour *International Crisis Group* publié le 10 mai 2017, « La transition bloquée : régionalisme et corruption en Tunisie », disponible en ligne.

**12 :** Rémy Leveau, op. cit.

**13 :** Safwan M. Masri, *Tunisia : an Arab Anomaly*, Columbia University Press, 2017.